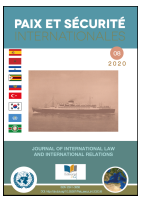
Estudios

Les défis sécuritaires de la région de la Méditerranée Occidentale : vers une vision globale et intégrée



GOUYEZ BEN ALLAL, Anass

Anass GOUYEZ BEN ALLAL
Université Abdelmalek Essadi, Marruecos

Paix et Sécurité Internationales – Journal of International Law and International Relations
Universidad de Cádiz, España
ISSN-e: 2341-0868
Périodicité: Anual
n° 8, 2020
domingo.torrejon@uca.es

URL: http://portal.amelica.org/ameli/journal/474/4742150010/

Résumé: : La Méditerranée traverse depuis le déclenchement des révoltes de 2011 dans le monde arabe une période tumultueuse et de grande agitation. Les phénomènes déstabilisateurs tels l'immigration, le terrorisme et le trafic illicite se sont multipliées et augmentés en intensité. Si le souci de la situation de l'espace méditerranéen est partagé entre les pays des deux rives de la méditerranée, les priorités et les stratégies suivies ne sont pas les mêmes. Pour les pays de la rive nord le défi majeur est la situation sécuritaire, tandis que pour les pays de la rive les défis prioritaires sont la stabilité politique et le développement économique. Cette divergence des visions aggrave la situation dans cet espace. Cela fait que toute solution doit passer par l'essaie du rapprochement des visions et politiques.

Mots clés: Méditerranée, instabilité politique, défis sécuritaires, immigration, terrorisme, trafic illicite, changement climatique.

Resumen: El mediterráneo traviesa desde el comienzo de las revueltas de 2011 en el mundo árabe un periodo tumultuoso y de gran agitación. Los fenómenos de la inmigración, el terrorismo y el tráfico ilícito se han multiplicado e aumentado en gravedad. Si la preocupación por la situación del espacio mediterráneo es compartida entre los países de las dos riveras del mediterráneo, las prioridades y las estrategias no son las mismas. Para los países de la rivera norte el desafío mayor es la seguridad, mientras que para los países del sur los desafíos prioritarios son la estabilidad política y el desarrollo económico. Esta divergencia de visiones agrava la situación en este espacio. Esto hace
1 Docteur en Droit et Sciences Politiques (PhD) de l'Université Autonome de Madrid. Professeur Vacataire (Visiting Professor) a la Faculté de Droit de Tanger, Université Abdelmalek Essadi.
Les défis sécuritaires de la région de la Méditerranée Occidentale : vers une vision globale et intégrée
que toda solución debe pasar por el intento de aproximar las visiones y las políticas.

Palabras clave: Mediterráneo, inestabilidad política, desafíos de seguridad, inmigración, terrorismo, trafico ilícito, cambio climático.

Abstract: The Mediterranean crosses since the outbreak of the 2011 uprisings in the Arab world a tumultuous and hectic period. Destabilizing phenomena such as immigration, terrorism and illicit trafficking have multiplied and intensified. If the worry for the situation of the Mediterranean area is shared between the countries on the both sides of the Mediterranean, the priorities and strategies followed are not the same. For the

countries of the North shore the major challenge is the security situation, while for the countries of the south shore the priority challenges are political stability and economic development. This divergence of visions aggravates the situation in this space. This means that any solution must go through trying to bring visions and policies closer together.

Keywords: Mediterranean, political instability, security challenges, immigration, terrorism.

I.INTRODUCTION

Depuis très longtemps le bassin méditerranéen est des régions qui avaient toujours suscité un grand intérêt pour les puissances militaires et économiques. Les plus puissantes civilisations sont, certes, passées par là, et évoluées sur ces fleurissantes rives. Depuis ce temps-là, la Méditerranée n'a cessé de motiver les acteurs internationaux au désir d'entretenir des rapports avec ses terres, tantôt de force, tantôt d'accords et tantôt d'intérêts, et cela que ce soit au temps de guerre que celui de paix.

Aujourd'hui encore, la Méditerranée traverse une période tumultueuse et de grande agitation. Depuis le déclenchement des révoltes et des guerres civiles en 2011, au monde arabe, les phénomènes déstabilisateurs tels l'immigration, le terrorisme, le trafic d'armes, de stupéfiants et de personnes se sont multipliées et augmentés en intensité.

Si le souci de la situation de l'espace méditerranéen est partagé entre les pays des deux rives, les priorités et les stratégies suivies ne sont pas les mêmes, les intérêts non plus. Pour les pays de la rive nord, les soucis majeurs sont les problèmes sécuritaires qui menacent leur stabilité et réalité socio-économiques. Tandis que les pays de la rive sud se préoccupent, plutôt, des origines des problèmes sécuritaires liés principalement à la situation interne caractérisée par l'instabilité, et par un niveau insuffisant, voire précaire, de développement économique et social, en plus de l'instabilité politique dans quelques États.

Toutefois, l'objectif de ce travail de recherche est de rapprocher les différentes visions, d'observer et de comparer les points de convergences et de divergences, et d'étudier par la même occasion les priorités et les objectifs en matière de sécurité, de transition politique et de développement. Cette démarche nous permettra de mieux comprendre les défis et par la suite d'envisager les politiques et les stratégies les plus adéquates pour proposer des possibles et probables solutions.

Ce travail de recherche se focalisera essentiellement sur l'étude de la région Occidentale de la Méditerranée qui comprend du côté du sud, plus particulièrement, les États du Maroc, d'Algérie, de Tunisie, de Lybie, et du côté du nord les États de l'Union Européen et l'OTAN dans une optique plus large. Mais, sachant pertinemment que les problèmes sécuritaires sont de caractère transfrontalier, notre champ d'analyse s'élargira donc pour inclure d'autres sous-systèmes considérés aussi comme sources de menaces pour la Méditerranée en général, nous nous référons ici au Moyen Orient et à l'Afrique Subsaharienne.

Partant de l'idée que la perception des défis et des menaces n'est pas la même pour les pays des deux rives de la méditerranée, nous avons opté pour diviser les axes de cette étude selon les intérêts majeurs de chacun des acteurs desdites régions. A cet effet nous traiterons des défis de stabilité et de développement économique des pays de la rive sud, dans un premier temps (I), et nous examinerons les défis sécuritaires de la Méditerranée qui affectent les deux rives, essentiellement, l'immigration, le terrorisme et le crime organisé, dans un deuxième temps (II). Et finalement, nous aborderons les politiques appropriées pour faire face auxdits défis et menaces (III).

II. IDENTIFICATION ET DESCRIPTION GÉNÉRALE DES DÉFIS DU BASSIN MÉDITERRANÉEN

Nous avons évoqué que la Méditerranée traverse depuis 2011 une période très difficile. Les phénomènes déstabilisateurs tels l'immigration, le terrorisme, les guerres civils, le trafic d'armes et de personnes se sont multipliées et augmentées en intensité ces dernières années. Ces risques et menaces entravent la coopération entre les deux rives pour atteindre l'objectif envisagé qui est la création d'un espace de paix et de prospérité.

La crainte de la question de sécurité en Méditerranée surtout de la région occidentale remonte aux années quatre vingt dix, soit le début de la recherche d'un nouvel ordre mondial qu'a engendré l'instauration d'un système mondial où les États Unis a réservé le droit du comportement comme gendarme des relations internationales. Ces derniers, et dans un cadre de « l'Unique Pôle » suite à la nouvelle situation du vide résulté par la disparition de l'Union Soviétique et par conséquent de l'effondrement de l'équilibre et du statut quo jadis établi, avaient présidé le Globe pour une bonne période. Dans ce contexte, ainsi décrit, plusieurs paradigmes d'équilibre ont succombés. La Méditerranée, vu ces éléments, et en recherche d'une référence, d'un repère se trouve en proie à des turbulences et des agitations sociales contribuant à la montée en puissance de manifestations, d'immigration et du terrorisme. Les pays la région occidentale du bassin souffraient, déjà, des déficits a plusieurs niveaux, à savoir : la mauvaise gouvernance, la corruption, l'oppression, l'insuffisance du développement économique, la violation des droits de l'homme et des libertés. Tous ces défis ont eu des retombés néfastes sur la vie des citoyens ainsi que sur la stabilité et la sécurité de ces pays, rappelons-le, de la rive sud.

En effet, en 2008 la région est entrée dans une phase encore plus délicate.

Dans la mesure où la crise économique mondiale a déstabilisé tous les pays de la Méditerranée et plus particulièrement, l'Espagne, l'Italie, le Portugal et la Grèce. Les pays de la rive nord ont établis, à cet effet, des politiques rigides en termes d'immigration et de sécurité, en minimisant les aides au développement pour les pays de la rive sud et en intensifiant la garde de leurs frontières. Cela a aggravé de plus en plus la réalité économique et politique de ces pays en augmentant le malaise social, ce qui ne fait qu'augmenter encore le flux des immigrants.

Les révoltes du « Printemps Arabe » en 2011 venaient accentuer cette réalité et marquer une nouvelle étape. Épuisés de la situation politique et socio-économique de leurs pays, de restrictions des libertés de plus en plus, d'accentuation des taux de chômage, et de la détériorations des conditions de vie, de la qualité de santé publique et des systèmes d'éducation, généralement médiocres, les populations arabes se sont révoltées contre leurs systèmes qualifiés d'autoritaires. De ce fait, les protestations qui ont commencé en 2011 en Tunisie se sont propagés à d'autres pays, semant le chaos et l'instabilité, et même le passage à l'action militaire et la guerre civile, comme le cas de la

Lybie et la Syrie. Ces révoltes se sont terminées, aussi, par le renversement de plusieurs régimes et l'avènement d'autres, ayant répondu plus ou moins aux revendications de leurs peuples, comme le cas de la Tunisie et l'Égypte. L'Algérie et le Soudan sont les derniers pays touchés par les vagues de protestations dont les conséquences et l'avenir sont, jusqu' à nos jours, en gestation.

Neuf ans après le déclenchement desdites révoltes, la situation des pays de la rive sud de la Méditerranée est toujours inquiétante, marqués toujours par des problèmes sécuritaires, pratiques autoritaires des régimes, nouvellement, instaurés ; crises économiques, corruption et augmentation du chômage. Mais encore, si « le Printemps Arabe » était salué au début, aujourd'hui plusieurs observateurs considèrent que les révoltes ont aggravé encore plus les griefs socio-économiques et politiques de ces pays au lieu de les améliorer. En dépit des grands projets lancés pour réformer l'économie, les résultats de leurs politiques sont encore loin de marquer le changement fixés.

Un trait commun qui s'est accentué ces dernières années est l'augmentation de l'autoritarisme, pratiquement, dans toute la région. Les nouveaux régimes en place –de différent niveau- se sont montrés

incapables de répondre aux demandes des manifestants. Leurs programmes de développement restent faibles ; les grands problèmes tels la croissance démographique, la délinquance et le chômage juvénile, l'impact négatif de l'urbanisation, l'exode rural, le changement climatique, la dépendance au pétrole comme seul revenu national, l'insuffisance et la dépendance alimentaire, et généralement les déficits des balances commerciales en plus de la dette.

Nonobstant, les facteurs haut-cités, la mauvaise gouvernance se manifeste toujours comme obstacle majeur au changement et s'accentue par la corruption qui ne se réduit pas, d'où les inégalités augmentent davantage, le malaise social, donc, s'exacerbe. Et pour ajouter l'eau à la boue, les régimes font recours à la main dure pour contrôler les populations. Par conséquence, les jeunes manifestent leur refus à la situation soit en se révoltant, soit en cherchant des opportunités ailleurs et de là la légitimité de l'État s'érode.

D'autant plus que les conséquences de ces problèmes se ressentent au sein de la région et ailleurs en forme de mécontentement populaire, conflits armés, actions Djihadistes, tensions sectaires et flux des migrants et refugiées. La situation, malheureusement, est toujours menaçante. Pour l'instant, il est

peu probable qu'un collapse régional se produit. Au cours des dix dernières années deux sérieux avertissements ont été donné, les révolutions de 2011 et l'irruption de l'État Islamique en 2014. Toutefois, les régimes en place montrent toujours une grande capacité d'adaptation et d'affrontement des menaces à la survie de leurs régimes. Cette situation hante les pays des deux rives et les poussent à repenser en commun les politiques et stratégies à établir pour remédier à cette situation, et trouver des solutions à court et à long terme. Seulement que, si le souci est partagé entre les pays des deux rives, les priorités et les stratégies suivies ne sont pas du même ordre du jour dans leurs agendas politiques. D'ailleurs, la dynamique du changement politique des pays de la rive sud joue un rôle très influent. A cet effet, si les pays de la rive nord s'intéressent essentiellement à éradiquer les menaces sécuritaires coute que coute, les pays de la rive sud, eux, s'inquiètent avant tout de la stabilité de leurs pays, de la survie de leurs systèmes politiques en place et ne vient qu'en

deuxième degré le souci du développement.

Entièrement conscients de la gravité de la situation, les pays des deux rives ne cessent de penser à des solutions. Des actions de remède et d'améliorations se sont succédé ces dernières années. Les nombreux cadres de coopération tels l'Initiative 5+5, le Processus de Barcelone et la politique dite de voisinage de l'Union Européenne pour la Méditerranée, l'Union pour la Méditerranée, le Dialogue méditerranéen de l'OTAN et le Forum pour la Méditerranée Occidentale corroborent notre avancée et confirment le souci partagé et l'intérêt des pays des deux rives.

III. LES DÉFIS MAJEURS DES PAYS DE LA RIVE SUD DE LA MÉDITERRANÉE

1. La situation politique et sécuritaire

Les problèmes sécuritaires de la méditerranée sont multiples. Les priorités des deux rives ne sont, non plus, pas les mêmes. Elles sont construites sur une forte opposition entre deux aspects distincts voire contradictoires. Ainsi, pour les pays de la rive nord l'amalgame immigration-terrorisme-extrémisme est un grand souci, régulièrement, évoqué par la classe politique nouvellement en montée, comme une menace majeur sur leur sécurité. Nous pensons plus particulièrement, aux partis populistes, d'extrême droite, en Italie, en France et en Grèce. Tandis que pour les pays de la rive sud, la priorité est la situation

d'instabilité politique et économico-sociale. Les révoltes déclenchées en 2011 ont, effectivement, déstabilisé toute la région, et ont affectés les deux rives. Mais si les pays de la rive sud cherchent le retour à la normalité, la stabilité politique et le développement économique, les pays de la rive nord, eux, cherchent, en premier lieu à réduire les impacts des menaces sécuritaires.

Dans ces circonstances, même si la situation politique et sécuritaire s'est normalisée dans certains pays comme la Tunisie et l'Égypte, la situation économique, politique et sécuritaire est toujours une source d'inquiétude. La situation en Lybie est encore chaotique, tandis que la Syrie et le Yémen se trouvent toujours émergés dans un conflit encore sans horizon. Le déclenchement des protestations internes ouvriront, probablement, la porte à de nouvelles crises dont les conséquences sont encore embryonnaires, et qui seront surement néfastes si cette situation persiste.

Autant que cela parait évident, la chute de certains régimes arabes a laissé un vide politique sans précédent qui aurait aggravé la situation économique et sécuritaire dans toute la région. Les conséquences de l'instabilité du monde arabe se ressentent à l'intérieur et à l'extérieur. Du fait que depuis 2011 à 2016 les conflits internes ont enregistré un grand nombre de morts, une détérioration de la situation socio-économique, une hausse des flux des migrants et des réfugiés vers l'Europe, une montée en puissance des crimes organisés et du trafic illicite des armes, de traite et esclavage, de braconnage et du commerce des organes humains. D'autant plus que la spectaculaire montée en puissance du radicalisme islamiste, des actions djihadistes et des attentats terroristes perpétrés au niveau méditerranéen et dans le monde tout entier.

A partir de 2016, la situation a commencé, relativement, à se stabiliser dans plusieurs pays, ce qui a engendré une certaine tendance à la réduction des risques et des problèmes sécuritaires. Mais en parallèle, des doutes se sont soulevés sur la nature et les pratiques des nouveaux régimes en place, Égypte, Algérie, etc., critiqués d'être autoritaires et incapables de répondre au strict minimum des revendications des peuples et d'améliorer la situation socio- économique et sécuritaire.

Mais encore, en Tunisie, notamment les élections présidentielles de 2019 se sont déroulés en bonne condition, aboutissant à l'élection de Kais Said avec 72,71 % des soufrages. Le pays a pu, effectivement, atteindre l'objectif revendiqué au début des révoltes de 2011 qui est le renversement

de l'autoritarisme et l'instauration de la démocratie et de l'État de Droit, nonobstant, quelques contraintes qui mettent les épines au chemin, genre : l'État est fragile, le nouvel gouvernement est sans expérience, le pays souffre d'une crise économique et manque d'appui international, et par-dessus tout, le terrorisme ne cesse de menacer la sécurité du pays2. Ces éléments décrits seront, certainement, les premiers défis que le nouvel président doit affronter et à qui il doit trouver des solutions.

Sinon, la situation en Lybie est plutôt caractérisée par le différend entre deux camps : les milices qui ont dirigé les révoltes en 2011 et les groupes politiques constitués après la chute du dictateur Kadhafi. Ces deux camps qui s'entretuent, depuis cette date, sont une grande source d'instabilité. Actuellement, la Lybie est divisée en des petites ville-États, contrôlées par différentes milices, tandis que les autres petits-États se trouvent sous l'influence des groupes terroristes ayant prêté allégeance à Daesh. Dans ces circonstances le pays s'avère incapable de se réunir autour d'un seul pouvoir politique, dans la mesure où il est divisé en deux pseudos gouvernements ; le premier est basé à Tripoli et le deuxième à Tobrouk. Celui de Tripoli est reconnu par les camps des « Islam politique », notamment la Turquie et le Qatar et l ONU, ainsi que l ONU, tandis que le gouvernement de Tobrouk, lui, est reconnu par EAU, Égypte, Russie, la Grèce et l Italie, tous avec des positions si ambivalente.

En Égypte, et autant que ce faire se peut, il est constaté une certaine stabilité.

Mais en dépit de ca, le pays souffre encore de constants attentats terroristes notamment à Sinaï. Le régime établis est critiqué d'être autoritaire, sa présence dans la vie politique, économique et social inquiets les observateurs.

En Syrie, où les manifestations ont débuté pacifiquement, et qui ont pris une autre tournure, le moindre qu'on puisse dire et qu'elle est dangereuse, se présente plutôt comme un paysage de conflits extrêmement armée et politisé et mondialisé. Preuve de quoi, une présence Russe et Iranienne appuies par les milices, Irakienne d' Alhachd Achaabi et Libanais de Hizbollah, considérée légitime par le Régime et rivalisée par une autre présence presque internationale, Turque, Qatari, Saoudienne, Émirati et Américaine. La Syrie est un vrai champ de bataille où un ensemble d'intérêts s'interposent via un ensemble de courants idéologiques,

politiques et sectaires qui s'entretuent. Mais, finalement la violence s'est réduite de 80% à 90%. Le régime de Bachar

2 Le dernier attentat perpétré était celle 27 juin 2019, faisant un mort et huit blessés, L'attentat a été revendiqué par l'État Islamique. Elle a visé les forces de l'ordre.

Al Asad a pu contrôler le pays, consolider son pouvoir et vaincre les groupes terroristes tels Daesh et Al Nosra. Cependant, le conflit est toujours en cours, le pays est politiquement divisé est instable.

En Algérie, les protestations contre la présentation de Bouteflika aux élections présidentielle se sont achevées par sa remise à démission. L'armée a pris le pouvoir est procède a l organisation des élections présidentiels le 13 décembre 2019 qui ont abouti a la désignation du Abadel Majid Tebboune comme nouveau président. Ce dernier est réputé d'être proche du général Gaïd Salah et fidèle du président déchu. Cela signifie la garantie de l'État profond de sa mainmise sur le pouvoir.

Toutefois, et comme exception à cette situation, le Maroc est le seul pays qui a pu s'épargner des graves conséquences des protestations. A part des manifestations dispersées -relativement de faible intensité- le pays a su tirer des leçons de l'expérience des pays voisins, et concevoir le « comment agir et réagir » pour remédier à la situation. Il a, contrairement à ces derniers, pu anticiper, et répondre par des entreprises jugées ambitieuses et raisonnables par la société internationale. Il a procédé, pour ce faire, à des réformes politiques, économiques, législatives et institutionnelles. L'apport d'une nouvelle Constitution ambitieuse serait un bon titre à la réponse aux aspirations du peuple. Ceci afin de laisser libre cours à une période d'effervescence économique et sociale, se concrétisant à travers une politique extérieure plus pragmatique surtout envers l'Afrique, et un bon entretien des relations avec l'Europe et le monde Arabe. Soit la politique étrangère qui était couronnée et concrétisée par le renforcement des relations économiques avec l'Afrique et le retour avec succès à l'Union Africaine.

D'autre part, il est opportun de signaler, quand même, que les pays de la rive sud de la Méditerranée demeurent toujours dans une situation politique économique et sociale, le moindre qu'on puisse dire est qu'elle soit une situation « d'échec ». Preuve de quoi, plusieurs analystes considèrent que les révoltes n'ont pas abouti à de grands résultats et que les nouveaux systèmes politiques en place n'ont pas pu matérialiser les revendications des manifestants en politiques institutionnelles capables de transformer les fondements du système politique et économique3. Sans aucun doute, les nouveaux régimes

n'ont pas pu atteindre entièrement les aspirations des populations arabes. Mais il s'avère de la simplicité de considérer que cela ce doit uniquement à la mauvaise gouvernance desdits nouveaux systèmes en place. La chute des anciens systèmes a laissé un vide politique abyssal qui a conduit à une lutte sur le pouvoir, donnant lieu à des conflits, à une instabilité et une détérioration de la situation politique, économique et sociale. Par conséquent, cela a affaibli de plus en plus les États. D'autre part, les nouveaux dirigeants se trouvent face à des réalités nouvelles et très complexes ; ils doivent avoir, comme mission principale, de corriger la maladresse et la mauvaise gouvernance des systèmes politique précédents.

En général, et tout de même, l'échec des systèmes actuels est lié à plusieurs facteurs. La corruption des institutions de l'État se situe en premier lieu. L'existence de systèmes tribaux complique la consolidation de l'État central. Le changement politique rapide et drastique a engendré l'arrivé au pouvoir des groupes politique incompétents et autoritaires, tantôt des partis non laïques, Islamistes, tantôt policiers ou militaires. L'intervention extérieure a attisé les conflits en favorisant un groupe contre un autre. Sans oublier l'influence de l'État profond qui vise à garantir les intérêts des élites déjà existantes dans les régimes précédents.

2. La situation économique

Affectée par la crise économique mondiale de 2008, l'instabilité politique et l'insécurité de ces pays après les révoltes de 2011 ont aggravé la situation économique. Inquiets de la stabilité de leurs pays et la survie des systèmes politiques en place les dirigeants arabes se trouvent depuis toujours davantage plongés dans

une réflexion politico-sociétale, plutôt que dans une réflexion stratégique en matière d'économie. Ils sont toujours incapables de répondre aux besoins de leurs populations jeunes et en croissance. Ils ne sont encore pas parvenus à créer les conditions nécessaires pour établir des nouveaux modèles de développement.

Cela dit, et à l'heure actuelle, il est peu probable qu'un effondrement régional se produise à l'instar des révoltes de 2011, mais la situation avertit de sérieux

défis. Si ces pays ne parviennent pas à améliorer la situation économique ils risquent toujours de connaitre des périodes d'instabilité et l'augmentation des risques. Autrement dit, la possibilité d'un autre soulèvement est fort probable, tous les facteurs qui la constituent enregistrent dans ces sociétés une grande présence.

Même si les analystes essaient d'expliquer « le Printemps Arabe » comme étant une quête pour la démocratie et les libertés, les changements démographiques et socio-économiques sont en grande partie des facteurs clés. Un examen de l'histoire économique récente de ces pays fournit un aperçu du problème. Les économies de marché sont relativement nouvelles pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Elles sont arrivées seulement après les années 1980, lorsque le modèle de croissance économique axée sur l'État s'est effondré sous le poids de son inefficacité et de la dette qui en a résulté.

Il est vrai que les politiques établies et les projets de redressement des économies des nouvelles dirigeants arabes après les révoltes ont pu atteindre quelques résultats positifs. Ainsi, selon le rapport de l'édition de 2018 de la Banque Africaine du développement, la sous- région de l'Afrique du Nord a connu un rétablissement rigoureux après « le Printemps Arabe ». La croissance du PIB réel en 2017 est estimée à 4,9 %, contre 3,3 % en 2016, et elle est supérieure à la moyenne africaine de 3,6 %. C'est le meilleur taux de croissance en Afrique après l'Afrique de l'Est. Les perspectives de croissance pour 2018 et 2019 sont positives, compte tenu des réformes entreprises dans tous les pays d'Afrique du Nord. Elle estime que les prévisions de croissance pour la région demeurent favorables en comparaison a d'autres régions5.

Dans cette optique, et selon les prévisions de la Banque mondiale, l'Égypte continuera une dynamique de croissance exponentielle dans les années avenir. Le taux de croissance du PIB de l'Égypte est depuis 2015 en croissance, il a passé de 4,4 en 2015 pour atteindre 4,9% en 2018, 5,6% en 2019 et 5,8 en 2020. Il s'agit du meilleur chiffre enregistré depuis dix ans. Le retour des touristes explique en partie cette performance, ainsi que l'augmentation des recettes du canal de Suez et la progression de la contribution des fonds envoyés par la diaspora égyptienne.

En Tunisie, après deux années de quasi-stagnation (1,1% en 2015 et 1,0% en 2016), le pays a retrouvé en 2017 un taux de croissance de 2,0%, 2,7 en 2018 et 3,3% en 2019. Les prévisions de la Banque mondial indiquent que la Tunisie continuera d'accroitre son taux de croissance dans les années avenir, les prévisions indiquent un taux de 4,0 % pour 2020.

L'Algérie de sa part, enregistre un taux raisonnable de croissance, cependant malgré l'augmentation substantielle du budget de l'État et un prix du pétrole plus élevé qu'attendu, le ralentissement marqué de la production d'hydrocarbures (4,2 %) a entravé la reprise de la croissance que depuis 2016 il a commencé à fléchir en se situant en 2018 à 3,6%. Les prévisions de la Banque mondiale indiquent que la croissance continuera de fléchir dans les années avenir pour enregistrer un taux de 2,5% en 2019 et 1,6% en 2020. Cette situation se traduit, surement, par le fait que l'Algérie se base essentiellement sur les sources minières, pétrolières plus particulièrement, faute de quoi il n'y a aucune intention stratégique de L'État de diversifier ses ressources.

Pour ce qui est du Maroc, Il est constaté depuis 2016 une chute dans son taux de croissance passant de 4,5 % en 2015, à 4,1 % en 2017 et 3,1 % en 2018. Les prévisions de la Banque mondiale indiquent que la croissance continue à fléchir dans les années à venir, enregistrant un chiffre de 3,2 % en 2019 et 20206, soit une croissance légèrement augmentée qui demande au gouvernement encore des efforts.

De toute façon, et bien que la moyenne de croissance, dans ces pays, soit en général favorable, relativement positive, dans ces dernières années, d'autres indicateurs montrent que la situation n'est pas si prometteuse. D'abord ces résultats s'expliquent principalement par la part des deux secteurs qui sont le tourisme et

l'agriculture. Le fait de se baser sur ces des deux secteurs vulnérables et la non diversification de l'économie exposent ces pays a des chocs exogènes et à des crises économiques.

D'autre part, ces pays souffrent encore d'un taux de chômage et d'endettement public très élevés. Le taux de chômage en Égypte est de 10,6%, une inflation de 11% et une dette publique égale à 103% de son PIB. En Tunisie, l'endettement extérieur continue de croître, il a dépassé 74% du PIB en 2017, contre 56% en 2014. L'inflation est restée en 2017 au niveau élevé de 4,5%, légèrement supérieur à celui de 2016 (4,1%) et le taux de chômage en stagnation enregistrant un chiffre de 15,5% en 2018. Pour le Maroc, le taux de chômage a enregistré une légère baisse, 9,8 % en 2018. La dette publique a augmenté de 4,6% en 2018 enregistrant une dette globale de plus de 84% du PIB. En Algérie, le taux de chômage a atteint 11,7% en septembre 2018, soit une augmentation de 0,6 point entre ces deux périodes.

3. Le changement climatique

Étroitement lié à la croissance économique, à la création d'emplois et à la stabilité, le changement climatique est un autre risque majeur. Les effets du changement climatique sont à chaque fois plus forts. L'augmentation de températures moyennes, la modification des régimes de pluie, la limitation des terres disponibles, la réduction des disponibilités en eau, la fragilisation des écosystèmes, les déplacements de populations combinées à la croissance de la population et des revenus, menacent la sécurité alimentaire et le développement économique de ces pays, dont l'économie est basée essentiellement sur le secteur agricole. Si on inculque la responsabilité aux pays de la rive sud de la faible situation politique et économique, les pays européens ou industrialisés sont les premiers responsables du réchauffement climatique.

Par conséquent, et selon les statistiques de la Banque mondiale la part de l'agriculture en PIB% dans ces pays est élevée, ce qui signifie que la détérioration de secteur engendrera des impacts négatifs sur l'économie de ces pays. Selon les données des comptes nationaux de la Banque mondiale et des fichiers de données des comptes nationaux de l'OCDE, la part de l'agriculture dans le PIB % a fléchi dans tous les pays de la rive sud de la méditerranée à cause du

c

changement climatique. A part l'Algérie qui connait une ascendance de la part de l'agriculture en PIB % (12,3%), le secteur en d'autres pays connaissent une dynamique de descendance : Égypte 11,5%, le Maroc 12,4%, Tunisie 9,5% et la Lybie 1,5%.

Cependant, l'Égypte « du grand Nil », enregistre une augmentation substantielle dans sa dépendance aux importations alimentaire allant jusqu'à 63% en 2050. De même, la détérioration sévère des conditions de production agricole au Maghreb aurait pour effet d'augmenter, significativement, la dépendance de la zone aux importations agricoles allant jusqu'à 68% en 2050. Cette dépendance serait également aggravée au Proche-Orient (64%) et Moyen-Orient (67%).

A l'occasion, l'Égypte fait face déjà à une sévère pénurie d'eau. Avec une population croissante (94 M d'habitants en 2017 et plus de 150 M d'ici 2050) et une consommation totale qui avoisine actuellement les 80 mds m^3 par an, la ressource en eau est l'un des défis de l'économie égyptienne, qui dépend à 70

% du Nil pour son approvisionnement. Selon la FAO, le pays devrait atteindre le seuil du stress hydrique absolu (moins de 500 m^3/hab./an) d'ici 2030. En 2013, le projet éthiopien de barrage de Grande Renaissance sur le Nil bleu a été lancé. Il a pour objectif de développer l'agriculture irriguée et de générer de l'énergie. Ce fleuve représente à lui seul 59% du débit du Nil. Cela pénalisera les efforts du pays à remédier au problème et causera, suite à ce projet, des tensions entre les gouvernements éthiopien et égyptien, qui sont, justement, toujours d'actualité.

Dans la même perspective, le Maroc, la Tunisie, l'Algérie et la Lybie, ne sont pas à l'abri de ce défi, ils sont de leur part parmi les régions où l'eau est la moins disponible. Une hausse qui sera causée par la croissance démographique, de plus en plus de consommation, d'urbanisation et de besoins énergétiques. Ce phénomène

entrainera des retombées négatives à moyen et à long terme liées, pratiquement, à une dépendance élevée des importations agricoles, ce qui engendra des déséquilibres commerciaux, une hausse des dettes publiques nationales, une exposition accrue aux fluctuations mondiales des marchés, des crises alimentaires récurrentes et, subitement, un accroissement de la pauvreté8.

IV. LES DÉFIS SECURITAIRES DE LA REGION DE LA MÉDITERRANÉE OCCIDENTALE

1. Le dilemme de l'immigration

t des institutions mondiales, œuvrant pour la paix et la sécurité mondiale, que la question migratoire, le terrorisme, la cybercriminalité et la prolifération des armes de destruction massives représentent l'un des défis majeurs auxdits pays. L'élite politique-économique européen a établies des mesures pour répondre à la crise migratoire qui a entrainé une régression systématique aux droits de l'homme. Les mesures établies se sont focalisées, principalement, sur la sécurisation et la militarisation des frontières. Ces mesures ont généré un important commerce illicite en relation avec la migration, qui a fait animer un trafic de vente d'arme, de stupéfiants et de traite.

Comme il a été mentionné, ci-dessus, et qu'il soit important de le rappeler, la perception des problèmes sécuritaires n'est pas partagée de la même manière entre les pays de la rive nord et celle du sud de la Méditerranée, surtout sur la question migratoire. Du moment que, pour les pays de la rive sud la question n'est pas aussi dangereuse qu'elle en a l'air. Ainsi pour eux, ce qui est important se sont les causes de l'immigration, considérant que c'est la racine du mal. Et que ce sont ces causes qui doivent être traité. De cet état de cause, et pour éradiquer le mal des racines il va falloir trouver une solution aux conflits internes, à l'instabilité politique, à la pauvreté, au chômage, et à la corruption. Le phénomène migratoire est considéré, depuis toujours, comme un des grand problèmes sécuritaires en méditerranée. Si la relation entre la situation économique, le chômage, la croissance démographique et le changement climatique et l'immigration est très étroite, ces dernières années l'immigration a connu une hausse exponentielle qui s'est accentuée, davantage, juste après les révoltes du « Printemps arabe ». Dans ces dernières années, les pays du Maghreb, et plus particulièrement le Maroc, se sont transformés d'un espace de transit à un espace d'établissement par les populations subsahariennes originaires des pays africains- passant à travers les frontières sud-sahéliennes- en difficulté, notamment du Mali, de la Guinée, et du Sénégal, parmi d'autres.

Cette immigration s'est installée aux métropoles littorales du nord du Maghreb. Des villes comme Alger, Oran, Rabat, Tanger, Casablanca ou Tripoli, abritent des quartiers populaires, et « squattent » des constructions délaissées ou en cours d'édifice en dehors des agglomérations où ils se mettent en communautés et où ils se sont répandu de grands problèmes sécuritaires tels la criminalité, le trafic illicite de drogue, l'organisation de immigration clandestine, parmi autre. Le manque de coordination et de coopération intermaghrébine pour trouver des solutions à ce problème affaibli les efforts unilatéraux entrepris par ces États, soit un autre aspect négatif à la rupture du projet de l'Union Maghreb Arabe (UMA). Et pour palier à ce problème, des États tel que l'Algérie, optent par le déplacement en groupe des migrants vers les frontières en attente de leur expulsion. Une mesure qui cause encore des problèmes sécuritaires et accentue la crise humanitaire9.

A part les facteurs naturels comme l'augmentation de la population

mondiale (7.600 habitants, 2018 selon la FAO) et le changement climatique, depuis le déclenchement des révoltes et protestations en monde arabe les pays de la rive nord et sud de la Méditerranée sont en mode de « gestion de crises ». Les conflits internes ont fragilisé les États arabes et leur contrôle sur leurs frontières.

Par conséquent, la hausse des flux migratoires a poussé les pays européens et les institutions régionales et internationales à établir des mesures pour la sécurisation et la militarisation des frontières. Ces mesures ont pu réduire les flux mais ils ont été responsables d'une augmentation « agressive » du nombre des tentatives clandestines par des moyens de passage précaires, barques traditionnelles, zodiaque, souvent victimes de naufrage et cause de mort des centaines de migrants. Cette situation a généré un important commerce dont, les entreprises d'innovation militaire, de sécurité européennes, et les organisations criminelles comme les passeurs de personnes, ont profité.

L'instabilité des pays arabes, surtout en Lybie et en Syrie a, certes, provoqué des vagues de migration vers l'Europe sans précédent depuis la Seconde guerre mondiale. Des centaines de milliers de migrants ont fui leur pays pour rejoindre l'Europe. Le nombre de migrants a suivi une dynamique exponentielle à partir de 2012 pour commencer à stagner et fléchir depuis

2015. Selon les chiffres de l'Organisation Internationale de la Migration une réduction drastique s'est enregistrée entre 2015 et 2018. Ainsi, 600.000 migrés ont traversé la méditerranée en 2015, plus de 215.000 en 2016, 80.683 en 2017 et 40.073 en 2018. La Méditerranée a enregistré aussi pendant cette période un taux de noyés très inquiétant. Seulement qu'à partir de 2015 le nombre de décès à commencer à fléchir, comme le montre les chiffres suivants : 3279 naufragés en 2014, 3771 en 2015, 3632 en 2016, et seulement, 857 décès en 201810.

En ce qui concerne les réseaux routiers de la migration, selon le rapport FRONTEX FRAN jusqu'au 2016 la porte orientale (Turquie et la Grèce) était la plus empruntée (153.967 passages). La région de la méditerranéenne occidentale a enregistré 18.776 passages (à travers la Lybie, et 1408 passages à travers le Maroc). A partir de 2017 la route principale était celle de la Méditerranée centrale, via la Libye (ou la Tunisie) à travers l'Italie, avec 118.962 arrivées enregistrées, essentiellement des Nigérians, des Guinéens et des Ivoiriens. Mais les arrivées par cette route ont chuté de 75% depuis des accords controversés passés mi-juillet 2017 entre Rome et les Garde-côtes libyens.

La route Turquie-Grèce (dite de la Méditerranée orientale) s'est, elle aussi, réduite de telle sorte qu'elle avait dégringolé de plus de 600.000 migrants en 2015 à, seulement, 42.000 en 2017, de migrants constitué, essentiellement de Syriens, Irakiens et Afghans, selon Frontex. En revanche la route Maroc- Espagne, quasi-abandonnée jusqu'en 2000, qui monte en puissance et d'enregistrer quelque 23.000 traversées en 2017, constituées de Marocains, d'Algériens et d'Ivoiriens). Cette route de la Méditerranée occidentale est d'ailleurs aujourd'hui en train de devenir la principale voie d'accès à l'Europe. Raison pour laquelle, depuis le début de l'année 2019, on dénombre 17.522 personnes arrivées par l'Espagne, contre 16.452 par l'Italie, et 13.120 par la Grèce11.

Face à cette situation délicate, notamment pour les pays de la rive nord de la méditerranée, la solution était le rétablissement des contrôles aux frontières de l'espace Schengen et la constitution de plusieurs camps des refugiés et le durcissement de la législation nationale de ces pays sur le droit d'asile. L'autre mesure était la signature des accords avec les pays de la rive sud pour freiner les flux. Ainsi, l'accord conclu en 2016 entre l'Union Européenne et la Turquie pour bloquer les départs de bateaux de passeurs aurait donné des résultats positifs. L'Italie, puis l'Union Européenne ont passé aussi un accord avec la Libye pour la formation des garde-côtes libyens et l'extension de la zone maritime où ils ont l'exclusivité du sauvetage des migrants.12

En dépit de ces accords, plusieurs défis flottent à la surface. La signature des accords entre les pays européens et les pays de la rive sud et de l'Afrique subsaharien sur la migration n'a pas eu d'impact significatif. Ces accords ne peuvent pas changer la volonté individuelle des personnes pour émigrer. Autrement dit, les mesures établies obligent les émigrés de changer simplement la route, en conservant le même objectif. La fermeture de certaines routes – Méditerranée orientale et centrale-, n'a pas empêché la migration, sinon, elle a obligé les migrants à opter par des voix alternatives plus dangereuses, en les obligeant à mettre leur vie en péril. C'est ainsi que, même si le nombre des décès a fléchi, la fermeture et la militarisation des frontières par l'Union Européenne est estimée responsable, en grande partie, des décès enregistrés.

Selon l'Organisation Internationale de la Migration, dans la période allant de 2018 à 2019, plus de 2.299 personnes y ont trouvé la mort. Les entreprises de sécurité et de vente des armes profitent de l'instabilité et des conflits. La militarisation des frontières est une stratégie véhiculée, principalement, par ces entreprises qui augmentent leurs revenues. Ces entreprises influencent même les stratégies de sécurité et défense des pays européens et des institutions régionales. Elles leur poussent à cataloguer l'immigration comme menace et défi sécuritaire majeur.13

2. Le crime organisé

La région méditerranéenne a toujours été le centre névralgique du trafic illicite et le point d'arrivée et de départ dans le monde du trafic de drogue. Le trafic de stupéfiants est généralement associé à d'autres formes de criminalité telles que le blanchiment d'argent et la corruption. Les criminels inventent sans cesse de nouvelles méthodes de dissimulation, ils sont interconnectés, organisés et surtout bien informés. En fait, les trafiquants nord-africains, libyens en particulier, en liaison avec des groupes criminels d'Italie, d'Europe orientale et d'Afrique du Nord, hautement qualifiés, entretiennent des relations. Ils sont impliqués, désormais, non seulement dans le trafic illicite classique, mais ces dernières années, on assiste à la montée en puissance du trafic humain lié à l'immigration clandestine, en premier lieu et à la vente des armes, des articles et d'objets d'arts antiques (égyptiens et syriens) et des produits du braconnage africain (Ivoire et peaux des animaux rares).

Par conséquent, la hausse de l'immigration est, souvent, accompagnée de la hausse du crime organisé. Les passeurs, les braconniers, les trafiquants de drogue, des armes et les terroristes, tous confondus, profitent de ces circuits migratoires d'une façon ou d'une autre. C'est pour cela que le bassin méditerranéen, justement, abrite un large éventail de réseaux et d'organisations criminelles. Ces groupes bénéficient actuellement de la situation instable des pays, de la corruption endémique, des frontières poreuses, des médiocres conditions de sécurité et surtout de la rareté de la coordination interrégionale des États transfrontaliers (pas d'échange d'informations) dans la lutte contre la traite et le trafic illicite.

Après les troubles politiques et sociales de la rive sud de la méditerranée et les lacunes de pouvoir qui ont suivi, on assiste à une réorganisation des groupes déjà existants et la formation d'autre nouveaux réseaux de trafic illicite. Les itinéraires empruntés par le trafic de drogue sont souvent les mêmes empruntés par les migrants.

De nombreuses organisations criminelles de différents pays coopèrent dans le cadre d'un commerce intense au sein duquel les immigrés sont également inclus. La coopération criminelle entre trafiquants de drogue, passeurs et trafiquants d'êtres humains résultant de l'instabilité politique et de l'utilisation de nouvelles technologies nous pousse à soupçonner l'existence d'un réseau unique de collaboration criminelle.

D'autre part, la chute de Mouammar Kadhafi a laissé, certes, un vide sécuritaire dans la région. Les réserves d'armes libyennes sont devenues des stocks en libre accès pour les trafiquants d'armes, notamment les organisations et mouvements séparatistes au Mali, au nord du fleuve de Niger, en Guinée Bissau, et d'autres alimentant, ainsi, l'instabilité dans ces pays et les attaques contre le personnel des Nations Unies. L'arsenal du régime Kadhafi comptait

22.000 lance-missiles dont au moins 17.000 sont portés manquants et 400 sont dispersés dans le trafic. On estime qu'entre 10 et 20.000 armes à feu libyennes ont rejoint le Mali, le Niger, le Tchad et le Soudan. Certaines estimations donnent des chiffres bien plus importants, parfois quadruplés. Ce qui est inquiétant c'est que ces armes sont tombées aussi dans les mains des groupes terroristes tels Al-Qaïda au Maghreb Islamique, Ansar Dine, Al Mourabitoun et Boko Haram.

3. Le terrorisme

Le terrorisme djihadiste est un phénomène global en mutation permanente depuis son début ces trois dernières décennies. Les organisations qui ont

adopté cette idéologie violente, dite djihadiste, ont su adapter tout au long de leur existence leur modus operandi et leurs stratégies. L'instabilité politique et la défaillance des États en monde arabe et au Sahel ont permis à ces groupes de se proliférer. Il s'agit d'une réelle menace de grande envergure ayant alimenté d'autres problèmes et menaces sécuritaires, et ayant engendré par conséquent l'affaiblissement des États, le désordre politique et social, la perméabilité des frontières, l'accès aux armes, le trafic illicite et le crime organisé, l'augmentation de la migration et des refugiés, entre autres.

Le dynamisme terroriste en méditerranée est une réalité tangible. Si le terrorisme était lié avant quelques années à des attentats dispersés qui visaient à se venger de l'intervention étrangère dans les affaires des pays musulmans, considérées comme locales et ne concernaient que eux, des pays tels l'Afghanistan, la Somalie et l'Irak, aujourd'hui la menace prend des formes différentes et extrêmement dangereuses. Le terrorisme devient une menace structurelle et internationale qui touche tous et se manifeste partout. Les groupes terroristes visent à renverser les régimes politiques des pays arabes pour les remplacer par des nouveaux systèmes basés sur leur interprétation fondamentaliste de « la Charia ».

Cela dit, on distingue deux catégories de pays concernés par ce fléau. La première et d'une relation étroite et directe avec le terrorisme, et où les groupes terroristes opèrent sur le terrain tels la Lybie, le Mali, le Niger, la Mauritanie, le Tchad et le Nigeria, sans oublier certains pays européens, même avec un degré moins important, comme la France et l'Espagne. Ces pays abritent des terroristes qui tissent des liens avec d'autres réseaux en d'autre pays, ils assurent des opérations à la fois dans leurs pays d'origine et ailleurs. La deuxième catégorie des pays se sont les pays exportateur du terrorisme. Ils sont moins ciblés par des attentats, vu leurs systèmes sécuritaires plus ou moins efficaces, mais qui exportent les terroristes pour intégrer les groupes qui opèrent en d'autres zones. C'est le cas du Maroc, de la Tunisie, de l'Algérie, de la Jordanie, de l'Arabie Saoudite et de la Turquie.16

Il est opportun de souligne que les attentats terroristes ont pris de

l'importance juste après l'intervention des États Unis en Irak et en Afghanistan. Ainsi après la chute de Saddam Hussein le phénomène a connu un virage très inquiétant avec l'apparition de « Daesh » qui avait déclaré avoir l'intention de

créer un État Islamique en monde arabe. Et comme si la situation ne manquait pas de complication, le déclenchement des révoltes et des guerres civiles au monde arabe est venu ajouter de l'huile au feu. Le chaos en Lybie, en Égypte et en Syrie a permis aux groupes terroristes de se proliférer dans ces zones. La chute des Frères musulmans en Égypte a enlisé le pays –plus particulièrement la région de Sinaï- dans un état constant des attaques terroristes contre l'institution militaire et contre l'église Copte et ses groupements. De sa part, la chute de Kaddafi a favorisé en Lybie la prolifération des groupes terroristes et les attentats contre les institutions de l'État déjà fragilisées par la chute du régime. En Syrie et en Irak le groupe terroriste Daesh a pu étendre pendant plusieurs années son influence dans plusieurs villes et régions avant de commencer à se reculer dans les dernières années.

La fragmentation territoriale, tribale et politique de ces pays a détruit les institutions de l'État en laissant le champ libre aux mouvements djihadistes. Les groupes terroristes implantés dans ces régions profitent de la faiblesse des États et la porosité de leurs frontières, ils entretiennent des liens étroites pour se renforcer et se doter d'équipement, ils partagent les informations, les combattants et ils programment-en collaboration- les opérations d'attentats.

En absence d'une décision d'intervention au sein du Conseil de Sécurité des Nations Unis, sur ces questions, les puissances internationales dans leurs interventions font souvent recours à la voie unilatérale. Nonobstant, la divergence des priorités stratégiques de ces États affaibli leurs actions. La lutte contre

les terroristes est influencée par les visions stratégiques et hétérogènes des puissances et organisations internationales.

Le Maroc, la Tunisie et l'Algérie continuent d'être une plate-forme privilégiée des groupes terroristes du fait de la facilité d'accès à leurs territoires et de leur proximité à l'Europe. Si le Maroc a pu combattre ce mal en éradiquant les

« cellules dormantes » et arrive à épargner des éventuelles attentats terroristes, la circulation des noms des marocains dans les listes des commutateurs d'attentats qui frappent l'Europe inquiète les responsables. Selon le Global Terrorism Index 2017 de l'Institut For Economics and Peace, en 2015 les marocains, les tunisiens, les jordaniens, les saoudiens et les turques occupent les premières rangs des combattants de « Daesh »

A cet effet, et de depuis le déclenchement des guerres au monde arabe l'Europe est devenue, constamment, la cible privilégiée des attentats. Ainsi, plus de 19 attentats étaient perpétrés entre 2012 et 2019, dont la plupart ont pris comme cible la France et la Belgique. Le Royaume Uni et l'Espagne viennent en deuxième niveau d'importance, tandis que la Bulgarie, le Danemark et l'Allemagne sont en troisième place. Les attentats les plus meurtrières ont été celles de Paris du 13 novembre 2015 qui ont causé la mort de 130 personnes et 340 blessés, et l'attentat de Nice du 14 juillet 2016 qui a emporté 80 innocents18.

Selon des chiffres officiels l'Europe a enregistré entre 2000 et 2018 plus de 753 morts, la grande partie était en Espagne et en France. La majorité de ces attentats est revendiquée par « Daech », et dans une moindre mesure par l'AQMI. Si on ajoute les attentats perpétrés en Syrie, Égypte, Lybie et en Tunisie le bilan des victimes sera plus lourd. Cependant, il est constaté qu'en 2018 le nombre des attentats a fléchi, cela s'explique d'abord par la stabilité relative des pays en guerre tels la Lybie, la Syrie et l'Égypte, et en deuxième lieu par la lutte contre les groupes terroristes opérants dans ces régions.

Vu cette situation, les observateurs se demandent des vraies causes de toutes ses tueries, à chaque fois qu'un attentat emporte des âmes. Et obtiennent comme réponse des discours des chefs des groupes terroristes, qui déclarent à maintes reprises que les raisons et les motifs derrière ces actes criminels sont les politiques étrangères interventionnistes des États occidentaux dans le monde arabe et musulman. Le manque du respect de la religion islamique et des musulmans dans les pays européens est aussi une raison revendiquée par les terroristes. Mais l'une des raisons flagrantes est bien le désordre et l'instabilité que connaissent les pays arabes, et qui ont certainement favorisé l'épanouissement et la consolidation des idéologies islamistes intégristes et extrémistes qui visent la prise de pouvoir et l'établissement de l'Islam politique, et l'application de la « Charia » dans ses différentes versions. Mais encore, les différences religieuses, ethniques et tribales ont rendu le terrain plus fertile au déclenchement desdits conflits. A cela, il va falloir ajouter que le malaise des populations arabes contre l'hostilité des systèmes autoritaires était, certainement, décisif. Il s'est alimenté par la mauvaise gestion des protestations qui n'a fait qu'aggraver la situation. D'autre part, les experts, eux, lient le

terrorisme à autres facteurs tels : la pauvreté, le chômage, les dépressions sociales, le désespoir des jeunes et l'analphabétisme19.

Dans la même perspective, les pays de la rive sud de la méditerranée, ne sont certainement pas à l'abri de ces problèmes, ils sont affectés aussi par ces attentats. D'ailleurs, un chiffre très élevé des morts s'est enregistré dans les zones les plus conflictuelles à l'instar de la Syrie, la Lybie, L'Égypte, et la Tunisie. Des dégâts matériaux ayant touché des infrastructures économiques ont ajouté l'eau à la boue. Les constructions hôtelières et touristiques, les sites archéologiques et les musées étaient ciblés. Sachant pertinemment que l'activité touristique représente une partie importante des ressources de ces États (Tunisie et Égypte). Il n'y à point de doute que ces attentats terroristes exacerbent la stabilité politique, affaiblissent les institutions de l'État, causent le recul des investissements, la diminution du nombre des touristes, ce qui influe considérablement les économies de ces pays. Néanmoins, actuellement, le constat est que les groupes terroristes ont perdu d'influence sur leurs adeptes, et cela est dû en premier lieu à la défaite militaire et à la neutralisation du présumé Calife de l'organisation de « l'EISI », communément appelée

« Daesh ».

Vu la situation d'affaiblissement des groupes terroristes, il parait que leur objectif se limitera au futur à chercher de garantir la survie et l'existence régionale. On assistera, très probablement, à des efforts pour réélaborer le discours terroriste et à l'essaie de récupérer l'appui social. Mais, quand même, les possibilités de viser des objectifs au-delà des frontières régionales sont difficiles et peu probables. A l'heure actuelle, les groupes terroristes ont moins de ressources qu'avant, et moins d'appui interne. Mais il s'avère que le seul élément de force resté pour ces groupes c'est l'accès aux nouvelles technologies, utilisées pour garantir la présence et l'influence20.

De toute état de cause, même s'il est peu probable et très difficile qu'un

« to be back » soit établi les groupes terroristes vont chercher d'effectuer des attentats de grande envergure pour récupérer le prestige et l'influence perdus. La difficulté de réaliser des attentats en dehors de leurs zones d'implantation pourrait les encourager de cibler des objectifs endogènes. Ce qui est problématique est que ces groupes terroristes peuvent s'adapter, se métamorphoser et changer leurs stratégies. Décider de se réfugier dans le cyberespace serait un éventuel exemple. L'autre alternative sera de chercher des nouvelles zones instables, conflictuels pour se reconstruire, réélaborer leur idéologie et l'adapter aux intérêts de la zone hôte pour convaincre les nouveaux adeptes.

V. VERS UNE VISION GLOBALE ET INTEGREE

Bien évidemment, l'entente en matière de sécurité est la clé pour garantir un processus stable de coopération au niveau économique, politique et social. Il n'y a pas de développement ni prospérité sans sécurité, en même temps il n'y pas de sécurité sans développement. Cette affirmation pourrait être une des leçons les plus précieuses d'une vision globale et intégrée de notre entourage, une vision en définitive conséquente avec les concepts du multilatéralisme et sécurité humain.

Cette coopération doit partir d'abord d'une optimale compréhension des divers risques et menaces émergents interconnectés dans la région, tout en s'attaquant aux origines et facteurs déclencheurs de cette réalité. Le point de départ sera d'observer les résultats des révoltes, voir si les revendications socio-économiques et politiques des populations arabes sont prises en considération. S'il y a des améliorations à grande échelle, et si les conditions se détériorent autant que plus d'instabilité et de chaos peuvent être attendus. D'autre part, la bonne compréhension des défis consiste à vérifier si les réponses politiques et sécuritaires des gouvernements et des organisations de la région fonctionnent bien, voir si elles devraient produire des résultats positifs à long terme pour la stabilité et la prospérité des pays de la rive sud.

Si la montée en puissance des crises et des problèmes sécuritaires que connait la méditerranée s'explique essentiellement par la situation d'instabilité politique, économique et sécuritaire des pays de la rive sud après les soulèvements populaires de 2011. Aujourd'hui, ces problèmes commencent à

diminuer, progressivement, depuis 2015 grâce à la stabilité politique de certains pays. Il est, toutefois, opportun de rappeler que ce type de crises est cyclique est inhérent à l'histoire de l'humanité. A cet effet, les conflits, les guerres civiles, les crises économiques, la sécheresse, les catastrophes naturelles sont des déclencheurs naturels des flux de migration, ainsi que d'autres phénomènes ou épiphénomènes comme le terrorisme et le crime organisé. L'accumulation des résidus causés par les disparités économiques et culturels en sont les causes principales. La réaction des sociétés en retard prend plusieurs forme qui vont de la migration, du crime organisé jusqu'au l'apparition des réactions agressives et violentes qui véhiculent le désir de vengeance à travers le terrorisme. On ne peut jamais mettre fin à ces pratiques inhérentes à l'être humain, mais on peut les contrôler et diminuer leurs impacts. Alors, les mesures strictes et coercitives ne feront qu'exacerber ces crises et alimenter d'autres et qui auront, très probablement, des impacts plus graves que les crises d'origine.

Même si tous les pays de la Méditerranée partagent la nécessité d'atteindre des niveaux acceptables et durables de la sécurité audit bassin, la relation entre les pays prend plusieurs formes qui dépendent des circonstances, intérêts politiques, et parties politiques au pouvoir.

En général, les pays du nord prônent trois visions différentes dans leurs relations avec le sud. En premier lieu on trouve l'approche "optimiste" qui est une approche de caractère socio-économique. Cette vision considère que les phénomènes comme le terrorisme, l'immigration, le radicalisme religieux sont dus au manque du développement économique de ces pays. Selon cette vision, si on arrive à améliorer la situation socio-économiques de ces pays on pourrait mettre fin, ou du moins, réduire les problèmes sécuritaires. Cette vision pousse les États de la rive nord ainsi que les institutions internationales et régionales concernées à lancer des projets de coopération de caractère socio-économique. La deuxième approche opte pour une perspective plus « réaliste ». Elle prône l'aide au développement, mais elle priorise le renforcement des mesures politiques et policière strictes, et favoriser, plutôt, l'approche sécuritaire. Selon cette vision, seules les mesures sécuritaires peuvent faire face aux menaces. Cette approche connait actuellement une montée en puissance dans le monde occidentale. L'accroissement des risques et menaces sécuritaires renforce cette voie.

Sinon, une troisième approche se présente et se veut « fataliste ». Cette dernière considère que les disparités culturelles entre l'Occident et le Sud font du choc inévitable. Cette perspective coïncide comme on le sait avec la fameuse thèse de Samuel Huntington sur « le choc des civilisations ». Les partisans de cette approche considèrent que les mesures de coopération comme les mesures de contrôle ne pourront jamais résoudre les problèmes sécuritaires de la méditerranée. Et la persistance en perspective des problèmes sécuritaires comme l'immigration et le terrorisme, malgré d'énormes efforts des pays occidentaux et des organisations internationales, vient renforcer cette vision. L'arrivé des partis politiques d'extrême droite en plusieurs pays occidentaux confirme cette orientation. Le renforcement des mesures sécuritaires, auxquels on assiste aujourd'hui, sont les résultats de cette orientation fataliste.

De toute façon, vision optimiste, réaliste ou fataliste, la stabilité de l'espace méditerranéen est indivisible. La sécurité du nord de la Méditerranée est étroitement liée à celle de sa rive sud. Par conséquent, dès qu'un conflit est déclenché et que la situation politique, économique ou sociale de l'un des pays de la rive sud est détériorée on assiste à un nouveau déclenchement des crises sécuritaires, générant les mêmes problèmes cités. Le déclenchement de la révolte en Tunisie a engendré des révoltes en Égypte, en Syrie, etc. La montée en puissance de l'Islam politique en Égypte a engendré des situations pareilles dans tous les pays arabes. Le terrorisme de sa part affecte tous les pays en question.

Toutefois, il va falloir ajouter à ce corpus d'éléments perturbateurs de stabilité un autre élément, aussi intéressant, à savoir l'instrumentalisation des gouvernements et des partis politiques des risques et menaces sécuritaires. La montée en puissances des parties politiques d extrême droite en Europe est la preuve. La sécurité est une construction sociale et subjective, essayer de l'étudier à partir d'une vision objective mène, forcément, à un résultat défectueux. La sécurité a un sens utilitariste, étant un outil politique au service de l'élite politico-économique qui vise à faire prévaloir leurs intérêts et justifier les mesures établies.

Dans cet ordre d'idée, la sécurisation est un processus intersubjectif, cela veut dire qu'on n'est pas face à une réalité vérifiée ou confirmée, sinon une réalité construite, crée à travers les processus d'interaction entre les sujets21. De

là, la coopération entre les pays des deux rives de la méditerranée doit se faire à la base de la compréhension partagée des défis de chacun. Si pour les pays de la rive nord l'immigration et le terrorisme sont les risques prioritaires, pour les pays de la rive sud, le manque de la stabilité et le manque du développement économique sont les premières menaces et le souci majeur. Il faut s'attaquer, alors, aux problèmes sécuritaires non par la perception subjective de la menace de chaque acteur, mais par les conséquences réelles causées par les acteurs concernés.

Si les mesures sécuritaires strictes, à caractères réactifs et instantanés, peuvent réduire les menaces, ils ne pourront jamais les éradiquer. Au contraire, cette voie peut aggraver les crises et alimenter d'autres crises qui auront peut- être des impacts plus graves que les crises d'origine. Les solutions réactives et de court terme ont montré leur inefficacité. Les menaces et défis sécuritaires requièrent des politiques et stratégies proactives, anticipatives qui s'attaquent aux sources et aux origines. De là, toute stratégie de sécurité globale conçue pour la Méditerranée doit reposer sur deux éléments clés : l'équilibre et l'intégration22.

Sachant pertinemment que les pays arabes ont vécu une rupture des liens entre le peuple et leurs dirigeants. L'autoritarisme et la mauvaise gouvernance des dirigeants arabes ont, par conséquence, poussé les peuples à se révolter et à favoriser dans plusieurs pays l'alternatif de l'Islam politique, soit l'idéologie, le courant ou le parti politique qui n'avait jamais eu l'occasion de gouverner auparavant.

Les pays européens de leur part n'ont jamais prévue une situation pareille. Ils ont, sans doute, contribué aux facteurs qui ont résulté cette situation. Le soutien inconditionnel des occidentaux aux régimes autoritaires pendant des années est maintenant plus critiqué qu'avant. L'intervention extérieure des puissances internationales dans les affaires internes de ces pays ne fait qu'exacerber les conflits. Cette réalité impose, aujourd'hui, aux européens et aux occidentaux en général, de revoir leurs politiques envers ces pays. Le fait de se limiter à se conformer à appuyer les régimes en place n'est plus valable. Croire que l'ordre et la stabilité obtenus par l'oppression sont durables est une

illusion. Pour ce bien faire, Il va falloir aborder des stratégies à long terme, réelles et durables qui priorisent la promotion de la démocratie et l'aide au développement dans son sens le plus large.

De ce fait, la conjugaison des pratiques contradictoires ne fait qu'attiser les crises. Ainsi, la vente d'armement et l'ingérence dans les affaires internes des États sont contradictoires avec la résolution pacifique des conflits. L'appui des systèmes autoritaires est contradictoire avec les demandes de l'instauration de la démocratie. Les fermetures et militarisation des frontières sont contradictoires avec les opérations de sauvetage, etc.

D'autant plus qu'il faut avoir la conviction juridique que les solutions aux problèmes sécuritaires en méditerranée doivent être pensées et résolus dans un cadre de Droit de l'Homme et au sein des institutions internationales comme l'ONU et pas uniquement au sein des organisations régionales, à vocation militaire et sécuritaire comme l'OTAN, le Forum pour la Méditerranée occidentale et l'Union pour la Méditerranée. La question de la sécurité de la méditerranée ne concerne pas uniquement les pays de la méditerranée, sinon c'est la sécurité internationale qui est en jeu. L'une des politiques qu'il faut favoriser dans ce sens c'est l'accroissement du rôle du Conseil de Sécurité des Nation Unis, responsable international de garantir la paix et la sécurité internationales.

Seulement que, l'une des réalités choquante pour ces peuples est qu'ils ont presque l'ultime conviction que le Conseil de Sécurité s'est montré, à chaque fois, incapable de mettre fin aux conflits et aux violations du Droit international. Sinon, quand une intervention a lieu, elle est souvent au détriment de la partie faible du conflit. Les exemples ne manquent pas, les plus flagrants sont le conflit Arabo-israélien qui a trop perduré, presque 70 ans. Les rivalités stratégiques des membres permanents du Conseil onusien empêchent toute mesure interventionniste qui peut mettre fin à plusieurs problèmes et menaces sécuritaires.

Les pays des deux rives doivent repenser des stratégies en commun pour trouver des solutions aux défis sécuritaires. Sur la question migratoire considérée comme défi majeur de ces dernières années, le renforcement des mesures sécuritaires sont indispensables. Il n'en demeure pas moins qu'il faut prendre en considération le côté humanitaire. Le naufrage des immigrées en méditerranée constitue une violation flagrante au Droit international

et au Droits de l'Homme. A cet effet, les deux parties (Sud et Nord) sont responsables des résultats de cette catastrophe. Il faut s'attaquer aux origines du problème, c'est-à-dire dire aux facteurs qui contraignent les gens à se déplacer, à quitter leurs territoires. Il va falloir, donc, fixer les populations par une assistance économique, se tenir aux côtés des États qui œuvrent sérieusement pour une démocratie politique, qui

luttent contre le changement climatique. En voilà des solutions structurelles que les pays de la rive nord doivent favoriser. Il n'en demeure pas moins que malgré ses difficultés et ses contraintes, l'établissement d'une politique migratoire commune des États membres de l'Union Européenne qui contribue à limiter l'immigration illégale et ouvre des perspectives d'immigration légale est une autre mesure qu'il faut réétudier.

D'autant plus que pour le terrorisme, les mesures opérationnelles prises par les pays des deux rives à travers la mise en place des stratégies pour réduire la vulnérabilité des risques terroristes comme le renforcement de sécurité des ports, des aéroports, et les échanges d'informations sont indispensables, mais ils sont couteuses. D'autre part, ils ne garantissent pas une résolution complète de ces défis. Il faut conjuguer ces efforts avec une stratégie plus globale qui inclus des politiques à long terme comme la participation active des pays européens et institutions régionales et internationales aux actions effectives à la stabilité des pays en conflits, et l'accompagnement de la transition politique dans ces pays. Toutefois, le contrôle des groupes religieux installés dans les pays européens se manifeste comme une mesure indispensable, puisque ces groupes religieux sont les formateurs, captateurs et exportateurs principaux du terrorisme. La collaboration étroite des services des renseignements des pays des deux rives est aussi indispensable. Même si le terrorisme frappe plus souvent les pays de la rive nord, il ne faut pas oublier que les pays de la rive sud sont aussi concernés par ces crimes. Déjà l'activisme des groupes terroristes en Syrie, en Lybie, en Égypte entrave la stabilisation de ces pays et influe très négativement les économies et le tourisme. Il suppose, aussi, la consécration de grandes ressources pour faire face à ces défis. D'où, la lutte contre le terrorisme doit, forcément, être pensée en commun.

Nous arrivons à une question des plus importantes, à savoir le retour de ces

combattants radicalisés, jeunes, expérimentés et bien entrainés militairement, mais convaincus que la seule solution contre le « malheur de la Oumma » et

contre les pouvoirs sur place qu'ils considèrent « incrédules » et « infidèle ». La facilitation de leur retour, et les efforts pour leur intégration peuvent être des mesures préventives de futur recrutement des terroristes. Plusieurs terroristes changent leurs idées après les expériences qu'ils ont vécues dans le terrain du combat. Le fait de les éliminer dans le terrain du conflit par « les snipers » ou les drones se sont des pratiques qui suscitent un débat au niveau du droit international humanitaire.23 Il s'agit des assassinats extrajudiciaires qui peuvent attiser le désir de vengeance chez leurs collègues ou fomenter le désir de vengeance chez les nouveaux adeptes.

Nous concluons, donc, que les pays de la rive sud sont les plus concernés par leur stabilité. Les gouvernements actuels leur incombent la responsabilité de gérer ces défis et de participer à la réduction des menaces internes et externes. Les gouvernements actuels se trouvent devant un grand défi qui est celui de gagner la confiance et l'appui de leur peuple en montrant des preuves de bonne gouvernance, renforcement de la démocratie, croissance économique et réduction du chômage. La marge d'erreur doit d'être faible parce que la détérioration de la situation peut causer des nouvelles révoltes. La politique réactive et d'endiguement des crises peuvent ne pas fonctionner comme avant. La limitation des libertés, la politique d'exclusion et les pratiques autoritaires ne doivent pas durer pendant longtemps. Il faut apprendre des erreurs du passé.

Il est aussi primordial de promouvoir l'intégration régionale sud-sud comme condition préalable pour atteindre des niveaux de sécurité partagés acceptables et permanents. Sur ce point, le renforcement de la coopération intra-maghrébine et africaine est aussi une mesure importante. Les changements politiques qu'ont eu lieu au Maroc et qui traversent l'Algérie aujourd'hui peuvent encourager les responsables de ces deux pays a ce rapprocher et améliorer les relations pour une intégration plus renforcée pour un développement durable qui peut décourager les populations qui aspirent vers l'immigration ou le terrorisme. Ce rapprochement aidera sans doute à réduire les menaces sécuritaires qui affrontent les deux pays et qu'épuisent les sources financières des deux pays.

BIBLIOGRAPHIE

AKKERMAN, M, «Guerras de Frontera. Los fabricantes y vendedores de armas que se benefician de la tragedia de los refugiados en Europa» Transnational Institute, Stop Wapenhandel et Centre De lás d'Estudis per la Pau, 2018

AZERKY, R., « La Banque Mondiale appelle les pays Mena a s'engager dans les nouvelles technologies », ECONOSTRUM, 03 octobre 2018.

BACHIS, L., Il narcotraffico percorre le rotte del Mediterraneo, Blog Taormina, junio 2014. BERREBI, B., E., et KLOR, E, «Economic Conditions and the Quality of Suicide

Terrorism», National Bureau of Economic Research, Working Paper, n° 16320, aout 2010.

GABON, «Huit ans après le Printemps Arabe est loin d'être terminé», Middle East EYE, 2018.

GÓMEZ ISA, F., «Los ataques armados con Drones en derecho internacional», Revista Española de Derecho Internacional, Vol. LXVII 1 2015.

GOUYEZ BEN ALLAL, A., Ou va l'Égypte, Analyse sous l'angle des relations civilo- militaires, Éditions Universitaires Européenne, 2018.

IGUALADA TOLOSA, C., « El futuro más inmediato del movimiento yihadista global. Un análisis prospectivo", Comunicación presentada en el Congreso Análisis de Inteligencia y prospectiva, Grupo de Estudios en Seguridad Internacional. Universidad de Granada, 8-9 de abril de 2019.

JALLOUL MURO, H., «La Traumática Post-Primavera Árabe», Observatorio Internacional de Estudios sobre Terrorismo, 2017.

MOLINA, I. (coord.), España en el mundo en 2019: perspectivas y desafíos, Elcano Policy Paper, Febrero 2019.

MORÓN ORTEGA, Y., «Inmigración y asilo en el punto de mira. Análisis prospectivo migratorio en el horizonte 2030 y estrategia nacional», comunicación presentada en el Congreso Análisis de Inteligencia y Prospectiva. Grupo de Estudios en Seguridad Internacional. Universidad de Granada, 8-9 de abril de 2019.

PIAZZA, J. A, «Rooted in Poverty. Terrorism, Poor Economic Development and Social Cleavages»', Terrorism and Political Violence, vol. 18, n° 1, 2006.

STETTA, A., «La pauvreté fait-elle le lit du terrorisme, Association de l'Économie Financière.

SMOLZCA, I., «Introducción, actores y dinámicas de cambio en el norte de África y Oriente Próximo», Revista CIDOB d'Affairs Internationals, n9, Abril 2015.

TEULE, C., « Accord UE-Turquie : le troque indign », Observatoire des frontières, octobre 2017.

BIBLIOGRAPHIE

AKKERMAN, M, «Guerras de Frontera. Los fabricantes y vendedores de armas que se benefician de la tragedia de los refugiados en Europa» Transnational Institute, Stop Wapenhandel et Centre De lás d'Estudis per la Pau, 2018

AZERKY, R., « La Banque Mondiale appelle les pays Mena a s'engager dans les nouvelles technologies », ECONOSTRUM, 03 octobre 2018.

BACHIS, L., *Il narcotraffico percorre le rotte del Mediterraneo,* Blog Taormina, junio 2014. BERREBI, B., E., et KLOR, E, «Economic Conditions and the Quality of Suicide

Terrorism», *National Bureau of Economic Research, Working Paper*, n° 16320, aout 2010.

GABON, «Huit ans après le Printemps Arabe est loin d'être terminé», Middle East EYE, 2018.

GÓMEZ ISA, F., «Los ataques armados con Drones en derecho internacional», Revista Española de Derecho Internacional, Vol. LXVII 1 2015.

GOUYEZ BEN ALLAL, A.*, Ou va l'Égypte, Analyse sous l'angle des relations civilo- militaires*, Éditions Universitaires Européenne, 2018.

IGUALADA TOLOSA, C., « El futuro más inmediato del movimiento yihadista global. Un análisis prospectivo", Comunicación presentada en el Congreso Análisis de Inteligencia y prospectiva, Grupo de Estudios en Seguridad Internacional. Universidad de Granada, 8-9 de abril de 2019.

JALLOUL MURO, H., «La Traumática Post-Primavera Árabe», Observatorio Internacional de Estudios sobre Terrorismo, 2017.

MOLINA, I. (coord.), *España en el mundo en 2019: perspectivas y desafíos,* Elcano Policy Paper, Febrero 2019.

MORÓN ORTEGA, Y., «Inmigración y asilo en el punto de mira. Análisis prospectivo migratorio en el horizonte 2030 y estrategia nacional», comunicación presentada en el Congreso Análisis de Inteligencia y Prospectiva. Grupo de Estudios en Seguridad Internacional. Universidad de Granada, 8-9 de abril de 2019.

PIAZZA, J. A, «Rooted in Poverty. Terrorism, Poor Economic Development and Social Cleavages»', *Terrorism and Political Violence*, vol. 18, n° 1, 2006.

STETTA, A., «La pauvreté fait-elle le lit du terrorisme, *Association de l'Économie Financière*.

Les références

« Introducción, actores y dinámicas de cambio en el norte de África y Oriente Próximo

Rapport de la Direction Générale des Relations Internationales et de la Stratégie, Ministère de la Défense de la France,

España en el mundo en 2019: perspectivas y desafíos, Elcano Policy Paper

«Private Security Companies and the EU borders. In Gammeltoft- Hansen, T. and Nyberg Sorensen, N. (2013) The Migration Industry and the Commercialization of International Migration. Routledge

N'est que l'un des résultats les plus frappants obtenus grâce à l'opération internationale «Libeccio International», née en 2013 à la suite de l'immense coopération entre les gardes du des finances et des services de police de la France, de l'Espagne, du Portugal, de l'Italie, de la Grèce et d'autres pays de la région, pour lutter contre le trafic de drogue dans la région méditerranéenne.

Sécurité du bassin méditerranéen (don mer noir) et enjeux énergétique

El futuro más inmediato del movimiento yihadista global. Un análisis prospectivo", Comunicación presentada en el Congreso Análisis de Inteligencia y prospectiva, Grupo de Estudios en Seguridad Internacional.

Inmigración y asilo en el punto de mira. Análisis prospectivo migratorio en el horizonte 2030 y estrategia nacional

«Los ataques armados con Drones en derecho internacional»